



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Programmation pluriannuelle de l'énergie

Question au Gouvernement n° 1022

Texte de la question

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

Mme la présidente . La parole est à Mme Agnès Pannier-Runacher.

Mme Agnès Pannier-Runacher . Je veux d'abord rendre hommage à Mathieu Cornu, sapeur-pompier volontaire du Pas-de-Calais, décédé hier en portant secours aux victimes d'un accident. Son courage force notre admiration. (*Mmes et MM. les députés et les membres du gouvernement se lèvent et applaudissent.*)

J'associe à ma question mes collègues Olga Givernet et Jean-Luc Fugit. La tribune transpartisane que nous avons cosignée, parue ce matin, souligne une urgence : la France doit se doter d'une stratégie énergétique et faire du prix de l'énergie une priorité. Les industriels et les ménages paient un coût élevé, alors même que notre pays possède tous les atouts pour produire une énergie décarbonée, compétitive et souveraine. Pourtant, un blocage persiste – un blocage politique.

M. Pierre Cordier . Cette dame devrait être ministre de l'énergie. Il faudrait penser à la nommer !

Mme Agnès Pannier-Runacher . La programmation pluriannuelle de l'énergie est prête, chacun le sait. Ce ne sont pas des ajustements techniques qui empêchent sa publication, mais les postures de certains groupes politiques qui, par idéologie, opposent le nucléaire aux énergies renouvelables. Pendant ce temps, l'incertitude coûte à nos entreprises et aux Français.

M. Laurent Jacobelli . Elle veut se dédouaner de son bilan !

Mme Agnès Pannier-Runacher . Autre difficulté : l'électricité produite en France est plus taxée que le gaz fossile importé. C'est un contresens, tant économique qu'écologique.

Enfin, tant que notre système énergétique n'est pas optimisé dans son ensemble – production, réseaux, stockage, sobriété intelligente –, nous continuerons à payer trop cher une énergie que nous pourrions pourtant produire à moindre coût. La question n'est pas de savoir s'il faut choisir entre le renouvelable et le nucléaire, mais de comprendre comment être performants lorsque nous misons à la fois sur le renouvelable et le nucléaire.

M. Laurent Jacobelli . Apparemment, vous n'aviez pas la réponse !

Mme Agnès Pannier-Runacher . C'est pourquoi je vous pose trois questions. Quand votre gouvernement publiera-t-il la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui fixe un cap pour le pays ? Associez-vous les parlementaires à sa mise en œuvre concrète, avec pour priorité la baisse du prix de l'énergie ? Êtes-vous prêt à corriger l'absurdité fiscale qui consiste à taxer davantage notre électricité décarbonée que le gaz importé ? Mes collègues et moi sommes prêts à vous y aider, au bénéfice des Français. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . Vous connaissez le sujet comme personne. (*Sourires.*) Je profite de cette occasion pour vous remercier sincèrement pour votre tribune transpartisane parue ce matin dans Les Échos ; elle montre que, dans ce domaine comme dans d'autres, il est possible d'atteindre un consensus qui dépasse les clivages traditionnels.

La programmation pluriannuelle de l'énergie, la politique énergétique, c'est ce qui permet de faire tout le reste. C'est la condition de notre souveraineté, de notre industrialisation, de l'émergence de nouvelles filières,...

M. Patrick Hetzel . Très juste !

M. Roland Lescure, ministredu pouvoir d'achat ou encore de la transition écologique. C'est pourquoi le premier ministre m'a demandé de lui soumettre des propositions, après consultation des parlementaires – ce processus est en cours et se poursuivra –, de sorte qu'il puisse prendre des décisions d'ici Noël. Cela répond à votre première question.

Les préconisations qui seront faites après consultation des parlementaires prendront en considération l'ensemble des paramètres importants. Le premier est l'offre : nous devons enterrer la hache de guerre, nous montrer pragmatiques et examiner les avantages comme les inconvénients de chaque offre énergétique pour faire un choix efficace. Le second est la demande. L'électrification se poursuit et s'accélère, mais n'est pas encore à la hauteur de nos ambitions. Nous espérons la vente de 1 million de véhicules électriques par an ; nous en sommes à 400 000 ou 500 000.

M. Pierre Cordier . C'est surtout qu'ils sont un peu chers, ces véhicules !

M. Roland Lescure, ministre . Nous espérons l'installation de 1 million de pompes à chaleur, nous en sommes à 400 000 ou 500 000. La révolution de l'industrie verte se poursuit, mais à un rythme un peu ralenti. Nous devons donc tenir compte à la fois des risques liés à l'offre et des risques liés à la demande pour que le premier ministre puisse aboutir à une proposition globale.

Enfin, la fiscalité, qui fait l'objet de votre troisième question, doit être en cohérence avec nos objectifs en matière de transition écologique. Nous considérons donc qu'un débat sur les droits d'accise doit se tenir, notamment dans le cadre du projet de loi de finances.

Données clés

Auteur : [Mme Agnès Pannier-Runacher](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (2^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1022

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 26 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 novembre 2025